



L'ancien représentant du secrétaire général des Nations Unies en Haïti, Edmond Mulet, est l'un des intervenants dans une conférence qui se tient les 18 et 19 mai à l'Hôtel Auberge de Montréal. Il interviendra notamment sur « le nouveau paradigme des rapports entre la communauté internationale et l'État haïtien ».

C'est un nouveau rendez-vous, le troisième en autant d'années, pour les Haïtiens de la métropole québécoise. Ils sont invités une nouvelle fois par la Conférence Populaire de Montréal lancée dans la foulée du séisme du 12 janvier 2010, à débattre de l'avenir de leur pays d'origine et surtout de la coopération internationale post-séisme.

Il sera question de bilan, un peu plus de deux ans après le séisme, un an depuis l'arrivée au pouvoir de Michel Martelly, le chef de l'état haïtien visiblement favorable à une place de choix de la coopération internationale en Haïti.

Bilan de l'aide au développement, de la présence des ONG et de la coopération internationale de ces dernières années, un vieux débat qui sera relancé à la Conférence Populaire des Haïtiens de Montréal. "Ceci se fera à l'aune des priorités et des besoins d'Haïti", a précisé le président de la conférence, Me Jean Ernest Pierre.

Les ateliers se dérouleront le samedi 19 mai et seront animés par un panel de conférenciers qui aborderont différents aspects : Haïti et l'aide étrangère : pour une aide efficace par Jean Fils Aimé, Docteur en théologie, Haïti et les relations internationales par le professeur Wilson Saintelmy et Haïti Mondialisation par Donald Cuchioletta, chargé de cours à l'Université du Québec à Montréal et directeur de recherche à la Chaire d'études Raoul Dadurand en études stratégiques et diplomatiques.

Mais le moment le plus attendu de la conférence populaire de Montréal sera sans doute celui de la présence d'un témoin privilégié de la scène politique haïtienne, Edmon Mulet.

L'ancien représentant et chef spécial de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti, présentera les grandes lignes d'un nouveau modèle de pensée sur les rapports entre la communauté internationale et l'État haïtien.

Connu pour son franc-parler, le Guatémaltèque Edmond Mulet avait tiré la sonnette d'alarme, alors qu'il était à la tête de la MINUSTAH en 2011. "Ce pays est devenu une république aux mains des ONG et les choses stagnent dans ce pays, il faut tout revoir", disait-il.

Guilloteau François/Montréal(Canada).